

Questions orales

● (1415)

QUESTIONS ORALES*[Traduction]***LES PÊCHES****LA VENTE DE THON EN CONSERVE—LES FAITS CONNUS DU PREMIER MINISTRE**

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, j'ai une question pour le premier ministre. Je ne veux pas l'interroger sur le thon. Je veux lui parler d'intégrité.

La semaine dernière, l'ex-ministre des Pêches et des Océans a annoncé à ses concitoyens que le premier ministre avait reçu des informations détaillées sur le thon avarié au mois de juillet. A la suite de pressions, l'ancien ministre a changé de version et il a été renvoyé.

Ce matin, le député de Carleton-Charlotte, la circonscription où se situe l'usine de thon de St. Andrews au Nouveau-Brunswick, a contredit le premier ministre en disant que depuis la reprise de la session en septembre il n'avait cessé de soulever la question en caucus avant qu'elle ne tombe dans le domaine public. Sous la pression de Pat MacAdam, du cabinet du premier ministre, ce matin, le député a essayé de rectifier le tir. Je pose au premier ministre une question qu'on lui a déjà posée. Je lui conseille de la prendre au sérieux et de bien réfléchir avant d'y répondre.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le premier ministre maintient-il sa thèse selon laquelle il n'a jamais entendu parler de cette affaire avant la semaine dernière?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Oui, monsieur le Président.

LES FAITS CONNUS DES FONCTIONNAIRES

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, la chaîne CTV a annoncé que Ian Anderson, qui était le directeur des communications et qui est maintenant le vice-premier secrétaire du premier ministre, a reçu il y a huit semaines la transcription d'un compte rendu détaillé de l'affaire qui est depuis devenue publique. L'agent de liaison au caucus du premier ministre, Patrick MacAdam, un de ses anciens camarades d'école, un copain...

Des voix: A l'ordre!

M. Turner (Vancouver Quadra): ... était aussi au courant de l'affaire en juillet. Le premier ministre voudrait-il faire croire aux Canadiens que la question était suffisamment grave pour entraîner la démission d'un ministre de la Couronne, mais pas assez grave pour que les deux plus hauts fonctionnaires du cabinet du premier ministre lui en parlent? Est-ce cela qu'il veut nous faire croire?

Des voix: Bravo!

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, je ne demande pas au très honorable chef de

l'opposition de croire quoi que ce soit. Il m'a posé une question, une question qu'on me pose depuis trois jours où il a été absent de la Chambre, et j'ai répondu la vérité. Voilà très exactement ce qu'il en est.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Monsieur le Président, j'ai dit à la Chambre—et je n'ai pas besoin d'un délai de réflexion—en réponse aux interrogations de mon honorable collègue, le chef du Nouveau parti démocratique et d'autres représentants, que mon attention avait été attirée sur cette affaire pour la première fois mardi soir dernier. Tels sont les faits. Toute autre déclaration serait erronée. J'ai invité quiconque dirait le contraire, de quel côté de la Chambre que ce soit, à mettre en jeu son siège.

Des voix: Bravo!

LES ALLÉGATIONS SELON LESQUELLES DES MINISTRES ÉTAIENT AU COURANT DES FAITS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, nous avons la déclaration d'un ancien ministre et la déclaration d'un député. Nous avons eu l'aveu que le ministre de la Défense nationale était au courant, ainsi que le ministre de la Justice...

M. Crosbie: Je n'étais pas au courant.

M. Turner (Vancouver Quadra): ... et le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

Des voix: Oh, oh!

M. Hnatyshyn: Cessez de divaguer.

M. Turner (Vancouver Quadra): Je conseille au premier ministre...

M. Dick: Vous vous trompez encore.

Des voix: Oh, oh!

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, nous discutons d'une question très grave qui touche à l'intégrité de la plus haute fonction de notre pays.

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Le problème, ce n'est pas le poisson. La question du poisson ne se pose plus à la Chambre; mais c'est peut-être d'une affaire de dissimulation qu'il s'agit.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: A l'ordre, s'il vous plaît. Le très honorable représentant aurait-il l'obligeance de poser sa question?

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, j'estime que les Canadiens...

Des voix: A l'ordre!

M. Turner (Vancouver Quadra): ... sont en droit d'exiger la vérité. Vous connaissez, monsieur, la fragilité de notre institution. Si le premier ministre la respecte le moins, je le conjure de dire la vérité sur tout ce qu'il savait de cette question.